



4ème SOMMET AFRICITES

“Construire des coalitions locales pour la mise en œuvre effective des Objectifs de Développement pour le Millénaire dans les Collectivités Locales africaines”

Nairobi, Kenya, du 18 au 22 septembre 2006.

OMD 3 sur l'égalité genre - Session thématique (Projet)

Le Sommet Africités est une plate-forme de dialogue politique sur la décentralisation en Afrique. Il rassemble les Etats, les collectivités, les ONG, le secteur privé, les institutions de recherche et de formation, les partenaires du Partenariat pour le Développement Municipal, et les agences de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Le Sommet Africités est organisé tous les trois ans et ce, depuis 1998.

La logique qui sous-tend le Sommet Africités se fonde sur le principe que la réussite du processus de décentralisation en Afrique dépend du dialogue continu entre l'Etat et les collectivités locales, sur les questions se rapportant aux compétences, fonctions et ressources partagées. Elle est également fondée sur la réalisation que la réussite de cette initiative est fonction d'un partage d'expériences au niveau Pan-Africain et de la nécessité d'assurer une veille stratégique sur les enseignements et les thèmes qui émergent au niveau international. Au centre de ce dialogue se trouve le rôle des femmes et les questions centrales genre, telles que définies par les instruments sur les droits des femmes comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et les engagements politiques internationaux tels que la Plateforme d'action de Pékin 91995) et la Déclaration et les Objectifs du Millénaire (2000). La Déclaration solennelle sur l'égalité genre ainsi que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples renforcent ce qui précède au niveau de l'Afrique..

Les principaux objectifs du Sommet Africités sont de:

- Approfondir la volonté politique pour la décentralisation en Afrique à travers l'appui et l'engagement de l'Etat;
- Renforcer le mouvement municipal africain
- Promouvoir le plaidoyer des collectivités locales pour leur intégration aux plans national et international dans les questions se rapportant au développement local;
- Fournir un forum pour des échanges continentaux d'informations et de bonnes pratiques entre les élus des collectivités locales (les Maires), les responsables techniques, et les institutions de recherche et de formation des collectivités locales;
- Promouvoir la notion de “penser globalement et d'agir localement”, impliquant que les solutions locales sont cruciales pour le développement durable;
- Promouvoir les intégrations africaines à travers les réseaux et la coopération de local à local.

L'égalité genre occupe une place dans tous les OMD

Les Objectifs de Développement pour le du Millénaire

Objectif 1 **Eradiquer la pauvreté extrême et la faim**

Le défaut d'élaboration d'actions en vue de réduire la pauvreté d'une manière chez les femmes et chez les hommes laissera d'importantes poches de pauvreté de femmes dans nombre de pays.

Importance de l'égalité genre pour la réalisation des objectifs

- L'égalité genre dans les capacités et l'accès aux opportunités peut accélérer la croissance économique.
- L'accès égal pour les femmes aux infrastructures de base de transport et d'énergie (comme les combustibles de cuisine) peut entraîner une activité économique plus considérable.
- L'égalité genre dans les intrants de l'agriculture contribue à l'accroissement de la production agricole et à la réduction de la pauvreté parce que les cultivatrices constituent une proportion importante des pauvres dans

Objectif 2	Réaliser l'éducation primaire universelle	<p>les campagnes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'investissement égal dans la santé et la nutrition des femmes réduit la faim chronique et la malnutrition, ce qui accroît la productivité et le bien-être. • Les filles et les femmes éduquées ont un contrôle plus important sur leur fécondité et participent plus à la vie publique. • L'éducation de la mère est un déterminant fort et conséquent de la fréquentation de l'école par ses enfants et de leur épanouissement sur les plans de la santé et de nutrition.
Objectif 4	Réduire la mortalité infantile	<ul style="list-style-type: none"> • L'éducation, les revenus et la responsabilisation de la mère a un impact important sur la baisse de la mortalité infantile et maternelle.
Objectif 5	Améliorer la santé maternelle	<p>Les femmes ne peuvent pas jouir de droits, d'opportunités et de voix égaux avec les hommes si elles doivent continuer à souffrir de la mauvaise santé, d'invalidité et des risques de décès liés à la grossesse et à l'accouchement. L'aptitude de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir et de quand elles souhaitent les avoir est également critique pour que les femmes contrôlent leur vie et contribuent d'une manière productive à leurs familles, communautés et sociétés.</p>
Objectif 6	Combattre le VIH/SIDA, Le paludisme et les autres maladies	<ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande indépendance économique pour les femmes, l'aptitude renforcée pour négocier des relations sexuelles saines, une grande prise de conscience quant à la nécessité de changer les normes régissant les relations sexuelles, un meilleur accès au traitement, et l'appui pour la fonction de soins que les femmes assurent sont indispensables pour arrêter et inverser la propagation du VIH/SIDA et des autres épidémies.
Objectif 7	Assurer la pérennité de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Des politiques instaurant le respect de l'équité genre dans les titres de propriété de biens ou de ressources, permettront aux femmes (souvent les principales utilisatrices de ces ressources) de les gérer d'une manière plus pérenne.
Objectif 8	Développer un partenariat global pour le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Une plus grande égalité genre dans le domaine politique peut entraîner des investissements plus élevés dans la coopération au développement.

Source: Millennium Project – *Gender Report Task force perspective on gender equality and empowerment .Box 2.1 (Projet du Millénaire – Rapport genre du Groupe de travail sur l'égalité et la responsabilisation genre. Encadré 2.1)*

Les dimensions genre dans la gouvernance locale

Sur la base des analyses passées sur le genre dans la société, le groupe de travail a adopté un cadre opérationnel pour la compréhension de l'égalité genre, qui a trois principales dimensions: ce sont ces trois domaines qui constitueront le fil conducteur de la session thématique genre au Sommet Africités en 2006.

- Le domaine des *capacités*, qui fait référence aux aptitudes humaines de base telles que mesurées par l'éducation, la santé et la nutrition. Ces capacités sont fondamentales pour le bien-être individuel et sont les moyens par lesquels les individus accèdent aux autres formes de bien-être. Il est reconnu que les structures des collectivités locales sont les niveaux les plus bas de responsabilité et de fourniture de services. Il s'agit d'institutions qui entretiennent de relations avec les femmes, les donneuses de soins qui s'occupent au jour le jour de l'éducation et de la santé de leurs enfants.
- L'*accès aux ressources et le domaine des opportunités*, qui fait référence principalement à l'égalité dans l'opportunité d'utiliser les capacités de base à travers l'accès aux biens économiques (tels que le foncier ou les infrastructures) et aux ressources (telles que les revenus et l'emploi), ainsi qu'aux opportunités politiques (telle que la représentation dans les parlements et les autres instances institutions politiques). Sans l'accès aux ressources et aux opportunités, à la fois politiques et économiques, les femmes ne seront pas en mesure d'utiliser leurs capacités pour leur bien-être et pour celui de leurs familles, communautés et sociétés. Il y a un lien direct entre la participation des femmes dans l'administration des collectivités locales et leur accès aux ressources et opportunités, particulièrement dans la plupart des pays tels que le Kenya où les finances sont en cours de décentralisation vers les niveaux de soit des districts, soit des circonscriptions.
- Le *domaine de la sécurité*, qui est défini ici pour signifier la vulnérabilité réduite à la violence et au conflit. La violence et le conflit résultent des dommages physiques et psychologiques et réduisent l'aptitude des individus, foyers et communauté à déployer leur potentialité. La violence dirigée particulièrement vers les femmes et les filles vise souvent à les maintenir à leur "place" grâce à l'instauration d'un climat de peur. Dans les situations de conflit et de post conflit, les questions doivent être traitées à la fois sur les plans local et national.

Les grandes lignes du déroulement de la session (organisation du temps, nombre de panels, indications sur les thèmes des différents panels:

La session sera constituée de deux présentations de panel.

Panel 1: Elaboration de l'agenda pour l'égalité genre dans les collectivités locales

- Allocution d'ouverture de la session par le Président de la Session
- Communication sur "Genre et gouvernance locale" - – Lucia Kiwala, ONU – Habitat
- Présentation sur les Opportunités et stratégies pour la réalisation de l'égalité genre à travers les collectivités locales – Ministre sud-africain chargé de l'habitat (doit être confirmé par l'ONU- Habitat)
- Orateurs:
 - Commission Huairu au Kenya : Mme Esther Mwaura-Muiru (Groots Kenya)
 - Mme Ngoné Coumba Ndoye Cissé, (Maire de Rufisque Est/Sénégal/Commission femmes CGLU)

En plénière

Panel II: Capacités, ressources et sécurité pour les femmes

Principales présentations – Projet du millénaire

Orateurs

- Gouvernement du Soudan méridional – Conseiller Présidentiel sur le genre et les droits de l'homme – Awut Deng (Sécurité et droits des femmes)
- L'accès des femmes aux ressources – L'étude du cas des Fonds de développement des circonscriptions du Kenya
- Elues de la gouvernance locale – Commissaire du district de Lira, Ouganda (proposée)

Pour plus d'informations, contactez:

Roselyn Gicira, adresse électronique: Roselyn.gicira@unifem.org

Lucia Kiwala, adresse électronique: Lucia.kiwala@unhabitat.org